

primo & édito

Coup d'accélérateur sur la réforme de la politique de la ville

Les chantiers avancent tous azimuts. F. Lamy, ministre délégué à la Ville, a reprécisé récemment ses engagements :

- L'engagement des politiques de droit commun dans les quartiers : des conventions signées avec plusieurs ministères (emploi, jeunesse et sport, droits des femmes, affaires sociales et santé, transports).
- La refonte des outils : une géographie prioritaire simplifiée, concentrée autour de 1000 quartiers prioritaires, des contrats de ville "nouvelle génération" pour 2014-2020, intégrant la cohésion sociale, le renouvellement urbain et les politiques de droit commun, et assis sur un partenariat élargi.
- Un nouveau programme de rénovation urbaine en 2015, pour une centaine de sites en métropole et une trentaine en outre-mer. Des propositions seront faites à l'automne.
- La lutte contre les discriminations et la participation des habitants donneront lieu à des propositions d'action d'ici l'été.

Le projet de loi portant réforme de la politique de la ville sera présenté au conseil des ministres en juillet, et débattu à l'assemblée nationale à la rentrée.

Nouvelle géographie : un critère unique

Un critère unique, clair et précis, délimitera les futurs quartiers prioritaires : le revenu des habitants. Ces quartiers seront ceux où une part importante de la population dispose de moins de 60% du revenu médian national de référence, pondérée par le revenu fiscal local de l'unité urbaine... Pas si simple, en fait : quelle "part importante", et comment opérer la pondération annoncée ? Une première liste attendue pour fin juin devrait permettre ensuite d'affiner la méthode.

Des élus rhônalpins ont rencontré le ministre mi-mai et ont défendu l'idée de maintenir une approche pluri-factorielle de la politique de la ville.

Si le critère de revenu est pertinent et a le mérite de la simplicité, il ne peut résumer à lui seul les situations locales. À vouloir réduire et concentrer l'effort de l'État, le risque est de passer de la politique de la ville (prenant en compte la situation d'un territoire et des populations qui y résident dans leur globalité, dans une optique de développement) à une politique de la gestion de la pauvreté. Deux démarches très légitimes, mais qui ne peuvent se confondre complètement.

Un groupe de travail du CR•DSU "planche" actuellement sur l'élaboration d'un socle d'indicateurs, qui pourraient être partagés et ainsi permettre des analyses comparatives. Le ministre a toutefois précisé que pour les territoires où il n'y aura plus de quartier prioritaire, des contrats de ville seront toutefois possibles avec l'État, "dans le cadre du droit commun".

Renforcer les solidarités locales

F. Pupponi, député-maire de Sarcelles, propose dans son rapport "Péréquation et politique de la ville", de créer une dotation politique de la ville (DPV), en faveur des EPCI abritant les futurs quartiers prioritaires. Cette dotation serait conditionnée à l'existence d'une péréquation intercommunale incarnée par la dotation de solidarité communautaire (DSC). Autrement dit, en l'absence d'engagement des intercommunalités via une dotation de solidarité communautaire, pas de contrat de ville. L'objectif est de mieux mettre à contribution les intercommunalités et faire jouer les solidarités locales. Une ambition respectable, même si l'on peut débattre de la DSC comme réel outil d'intégration et de solidarité... Il importera d'ouvrir un chantier sur ces questions complexes dans les mois à venir.

••• Les conventions et documents officiels sont en téléchargement sur www.crdsu.org

••• Voir la revue de presse du CR•DSU sur : www.scoop.it/t/crdsu-l-actualite-repereee-pour-vous

l'actu & CR•DSU

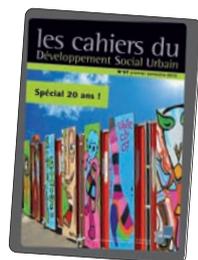
Le 22 mai 2013, le CR•DSU fêtait ses 20 ans



Le conseil d'administration et l'équipe du CR•DSU vous remercient de votre présence, votre participation et votre bonne humeur le 22 mai à Bron, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'association. Ce fut une après-midi riche d'émotion, de témoignages, d'humour et de poésie. Retrouvez les productions liées à cet événement sur notre site Internet, notamment les portraits vidéos de 9 acteurs rhônalpins et 3 films présentant le point de vue de professionnels et d'élus sur le CR•DSU et son évolution.

••• Rubrique "Vidéos", sur www.crdsu.org

Les cahiers du Développement Social Urbain n°57 : Spécial 20 ans !



Le numéro des Cahiers qui vient de paraître est un numéro "spécial 20 ans", publié à l'occasion de l'anniversaire du centre de ressources !

Ce numéro met en perspective l'évolution du CR•DSU "d'hier à demain", en lien avec les évolutions de la politique de la ville. Il alterne des articles anciens et actuels, laisse une large part à des témoignages d'acteurs locaux qui sont nos partenaires au quotidien, et propose photos, dessins, illustrations produites par les habitants de plusieurs quartiers de Rhône-Alpes.

••• Commander un exemplaire : crdsu.secretariat@free.fr

Fermeture estivale

Le CR•DSU sera fermé du 5 au 16 août.

"Les premiers effets de la rénovation urbaine : mobilités résidentielles et politiques de peuplement", le 10 septembre 2013, de 10h à 17h, au CISL, Lyon 8^e

Le comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU et le CR•DSU organisent une rencontre sur les premiers effets de la rénovation urbaine en matière de



savoir-faire & faire-savoir

des initiatives et des expériences locales

mobilité résidentielle et de peuplement. Deux études réalisées par le CES de l'ANRU seront présentées, débattues et mises en regard de travaux conduits par certains territoires de Rhône-Alpes sur ces questions :

- **Politiques de peuplement et logement social : premiers effets de la rénovation urbaine**, réalisée par les cabinets Bers, Cf GéO et Ville et Habitat, février 2013.
- **La rénovation urbaine, pour qui? Contributions à l'analyse des mobilités résidentielles**, réalisée par les cabinets ACT Consultants et Cf GéO, décembre 2012.

••• Programme et inscription à venir sur www.crdsu.org

les rendez-vous

les événements à ne pas manquer!

- 9
- **L'éducation inclusive pour tous : sortir de "l'indifférence aux différences"**, les 9 et 10 juillet 2013, à Créteil Deuxième université d'été PRISME/FG PEP. L'éducation inclusive : une ambition pour les PEL et les PEDT? Un levier pour les réussites éducative et sociale de tous les acteurs?

••• Programme et inscriptions : www.prisme-asso.org/spip.php?article6537

- 8
- **Entre crise de confiance et crise économique, l'empowerment : un défi démocratique?** du 27 au 29 août 2013, à Poitiers 10^e Université européenne de l'engagement de l'Afev qui, sur fond d'analyse et de décryptage des inégalités, tentera dans des domaines très différents (économique, social, sociétal...) de dégager les nouvelles approches des problématiques et les démarches innovantes en matière de co-élaboration / co-construction.

••• Inscriptions : www.afev.fr/u2e/data

- 6
- **"Plus fort que la violence, la parole"**, du 23 septembre au 3 octobre 2013, à Lyon et Saint-Étienne Quinzaine de sensibilisation et d'action organisée par le Mouvement pour une Alternative Non-violente, à destination des jeunes et des professionnels des quartiers sensibles. Une journée de formation pour les professionnels de la politique de la ville aura lieu le 3 octobre.

••• Contact : man.lyon@nonviolence.fr

À Oyonnax, la lutte contre l'illettrisme intégrée dans les chantiers d'insertion

À Oyonnax, l'Association départementale de sauvegarde de l'enfant à l'adulte de l'Ain a mis en place en 2013 une "action expérimentale chantier d'insertion/formation 16-25 ans".

Financée par la région Rhône-Alpes, la Direccte, le contrat urbain de cohésion sociale et la ville d'Oyonnax, cette action atypique, qui articule tour à tour périodes de chantier d'insertion et de formation sur les savoirs de base, est destinée aux jeunes qui, ayant quitté assez tôt le système scolaire, sont éloignés de l'écrit voire en situation d'illettrisme, et ne sont inscrits dans aucun dispositif de formation ou d'insertion classique. Remobiliser des jeunes en rupture, c'est notamment composer avec leur rythme de vie ou leurs contraintes, et accepter des entrées et sorties fréquentes pendant les neuf à dix mois de l'action.

Mise en place pour une dizaine de jeunes, l'action comporte des temps

d'apprentissage théorique avec des professionnels, afin d'acquérir les connaissances de base qui leur font défaut et leur permettre d'entrer dans une dynamique de recherche d'emploi.

••• Contacts : Sonia Tubert, responsable du service social et directrice du CCAS d'Oyonnax, 04 74 81 77 07 ; Aimée Gagnon, directrice adjointe, service prévention spécialisée ADSEA 01, pole.prevention@sauvegarde01.fr



Illustration : ANLCI

• Couverture d'un livret de témoignages, réalisé par l'ANLCI, pour répondre à l'un des objectifs de la lutte contre l'illettrisme, qui est grande cause nationale en 2013, à savoir donner la parole aux personnes sorties de l'illettrisme ou en passe de l'être.

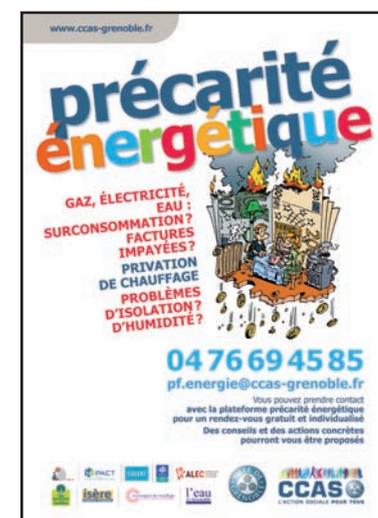
À Grenoble, une réponse coordonnée contre la précarité énergétique

Apporter une réponse territoriale coordonnée dans la lutte contre la précarité énergétique, tel est l'objectif du CCAS de Grenoble en réunissant l'ensemble des acteurs locaux du logement, de l'énergie, de l'eau et de l'aide sociale. Ainsi, les Grenoblois qui rencontrent des difficultés pour régler leurs factures d'énergie ou d'eau, qui font face à des problèmes d'isolation et d'humidité, ou encore qui se privent de chauffage, peuvent désormais s'adresser à un guichet unique.

Le concept de la plateforme repose sur la mobilisation d'un ensemble de réponses à la précarité énergétique, relevant de différents acteurs : travaux d'amélioration du bâti, conseils personnalisés sur la maîtrise de l'énergie à partir de visites au domicile, conseils juridiques, accompagnement et aide ponctuelle au paiement des factures d'énergie.

Cette plateforme s'adresse aussi bien aux propriétaires, qu'aux locataires ou personnes hébergées, et son accès se fait soit directement par téléphone soit par l'orientation d'un partenaire prescripteur.

••• Contact : agnes.jacquemmoz@ccas-grenoble.fr





acteurs & mouvements

les changements pro en Rhône-Alpes

Intégrer le numérique dans les quartiers populaires : la ville de Bron récompensée

Le label "Ville Internet" est remis aux collectivités locales qui mettent en œuvre une politique significative en matière de démocratisation des technologies de l'information et de la communication.

La ville de Bron a obtenu cette année 5@, avec une mention supplémentaire "quartiers populaires". La ville de Bron a été distinguée en raison de ses initiatives liées à la politique de la ville, notamment la présence de lieux d'accès à Internet dans les quartiers, la contribution à la formation de tous les publics aux usages numériques, les activités menées

dans les écoles (ateliers de musique assistée par ordinateur, installation d'un tableau blanc interactif dans une école d'un quartier en renouvellement urbain), la cyber-base (ateliers pour les seniors, les enfants, les personnes en situation de handicap...) ou la médiathèque ainsi que l'organisation de débats thématiques (cyberdépendance, parentalité et numérique, réseaux sociaux...) en lien avec les centres sociaux et les maisons de quartier.

●●● Contact : Maison des Jeunes et de la Culture Louis-Aragon Cyber-base de Bron, 04 72 81 76 87, cyberbase@mjcbron.fr



Photos : MJC de Bron

● La Cyber-base, un acteur majeur du numérique à Bron

● Julia Mathieu est chargée de mission et animatrice des CISPd de la communauté de communes de Miribel et du Plateau et de la communauté de communes du canton de Montluel.

● À Bellegarde-sur-Valserine : Mohamed Kitouni est coordonnateur PRE 2/16 ans et 16/18 ans et Marie Arbez est référente de parcours 16/18 ans.

● Délégués du Préfet Nord-Isère : Philippe Lanfrey est délégué du préfet à Bourgoin-Jallieu, l'Isle d'Abeau, Villefontaine et Saint-Quentin-Fallavier. Alain Chassagneux l'est à Chavanoz, Chasse-sur-Rhône et au Pays Viennois.

● À Givors : Tassadit Makhloufi est référente de parcours PRE et Laetitia Hamouche est agent de développement territorial pour les quartiers Cucs Centre-Vernes-Thorez.

● Coralie Minodier est chargée de projet des quartiers à Tarare.

● Hélène Bonnet est directrice générale du PIMMS Lyon agglomération.

● Chambéry métropole : Lucas Herzog remplace Charlotte Malignac au poste de responsable du pôle politique de la ville et rénovation urbaine. François Timmerman coordonne le chantier ANRU.

● Frédéric Delattre est délégué régional de l'AFEV Rhône-Alpes.

● Annaïg Abjean est directrice de la MRIE.

réseaux & partenariats

les acteurs ressources, les métiers, les projets...

Le C4R, un nouveau lieu ressource en Rhône-Alpes pour lutter contre le décrochage scolaire

Le Centre Ressource Rhônalpin pour le Raccrochage des jeunes en Rupture scolaire (C4R) a été créé fin 2012 afin de répondre à des demandes croissantes d'information et de formation sur le décrochage scolaire.

Porté par l'association La Bouture qui œuvre depuis 1996 pour la reconnaissance de cette question et lutte contre le décrochage scolaire, le C4R est un espace multi partenarial composé de 10 structures (dont le CR•DSU) qui ont fait le choix de se fédérer pour offrir des réponses adéquates. Il dispose également d'un conseil scientifique constitué d'enseignants/ chercheurs afin que la réflexion soit impulsée et stimulée.

Le C4R s'adresse aux parents et acteurs (institutionnels ou associatifs) du champ éducatif.

Il propose un large éventail de formations, des temps de sensibilisation, des conférences et met à disposition du public un fonds documentaire et prochainement un site Internet.

●●● Contact : La Bouture/C4R, 04 76 85 41 22 c4r@orange.fr



Vous souhaitez valoriser une action menée sur votre territoire, mentionner votre récente prise de poste dans le prochain Sites & Cités ou diffuser une offre d'emploi sur notre site internet, contactez : crdsu@free.fr

éditée par le CR•DSU
4 rue de Narvik - BP 8054
69351 Lyon cedex 08
Tél 04 78 77 01 43 Fax 04 78 77 51 79
crdsu.secretariat@free.fr

www.crdsu.org
ISSN 1960-226X

Directeur de la publication : Louis Levêque
Directrice de la rédaction : Isabelle Chenevez
Rédaction : l'équipe du CR•DSU
Création : Okto Novo
Exécution : Muriel Salort-Carayon
Impression : Graphiscann - 69120 Vaulx-en-Velin

Cette lettre peut également être envoyée par mail : crdsu.secretariat@free.fr

- parution bimestrielle
- anciens n° nous consulter.

Le CR•DSU soutient les acteurs (professionnels, élus, institutionnels et partenaires locaux) dont les projets s'inscrivent dans un objectif de cohésion sociale sur un territoire. Son action : diffusion d'informations, qualification collective, mise en réseau, capitalisation des expériences régionales...

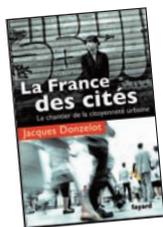
sources & ressources

quelques ouvrages d'actualité, consultables au CR•DSU

La France des cités. Le chantier de la citoyenneté urbaine

Jacques Donzelot, Éditions Fayard, 05/2013, 200 p.

Lors d'un tour de France des cités (dont celles de Lyon et Grenoble), l'auteur a observé les opérations de rénovation urbaine et leurs impacts sociaux. Il constate qu'aujourd'hui, pour les habitants, les questions de mobilité et de transport sont importantes, d'autant plus dans un quartier enclavé. Il invite à développer une "citoyenneté urbaine", en lieu et place de la "citoyenneté sociale" qui a prévalu jusqu'à présent dans les politiques publiques.



Faire participer les habitants? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires

Marion Carrel, ENS éditions, 05/2013, 270 p.

Veut-on vraiment que les habitants des quartiers populaires participent? Cet ouvrage montre que l'apathie des habitants des quartiers d'habitat social n'est qu'apparente, ou plutôt qu'elle se développe dans des contextes d'interaction particuliers. Sous certaines conditions, au contraire, de nouvelles formes de contre-pouvoir émergent dans les milieux populaires.



La banlieue change! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires

Régis Cortéséro, Didier Lapeyronnie, Éditions Le bord de l'eau, 2012, 208 p.

Les chercheurs rassemblés dans cet ouvrage tentent de comprendre les changements opérés dans les banlieues à partir de trois approches : sociale, spatiale et ethno-raciale. Ils démontrent la complexité des réalités, en particulier les mécanismes de domination et de formation des inégalités, et interrogent le fondement du pacte social lui-même.



Voir d'autres ressources incontournables dans la rubrique "À lire!" sur www.crdsu.org

sites service

toute l'actualité Internet du CR•DSU et autres sites ressources

les points d'orgue du www.crdsu.org

• Rubrique Actualités

Tous les documents officiels relatifs à la réforme de la politique de la ville sont en ligne :

- Mobilité, droits des femmes, emploi, santé et affaires sociales, jeunesse : retrouvez toutes les conventions triennales d'objectifs pour les quartiers populaires signées et disponibles à ce jour. Les prochaines seront mises en ligne dès leur parution.
- La convention cadre entre le ministère délégué à la Ville et l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) pour la mise en œuvre de la nouvelle génération de contrats de ville.

ailleurs sur la toile...

••• www.missionparticipation.fr

Ce site Internet, conçu comme une plateforme d'échanges, a vocation à recueillir les points de vue, contributions et témoignages d'habitants, d'associations ou de collectifs sur des projets et des initiatives participatives dans les quartiers politiques de la ville. Tous ceux qui sont investis dans une démarche participative à l'échelle de leur quartier sont invités à présenter leurs projets et leurs actions, dans les rubriques "actualités" ou "annuaire associatif" et à commenter les autres contributions. L'objectif est de mieux connaître les initiatives locales et d'alimenter la réflexion collective sur la question de



la participation des habitants dans la politique de la ville, actuellement menée par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache.

Une rubrique "ressources" rassemble présentations d'ouvrages de référence, textes d'analyse et fiches d'expériences sur les questions de participation.